



FIBRE EXCELLENCE : Pourquoi Emmanuel MACRON doit agir, la vérité en chiffre !

Ce n'est pas une dépense pour l'État, c'est un investissement pour la France !

On nous parle de **100 millions d'euros d'aides publiques** accordées à Fibre Excellence.

La réalité est tout autre.

- Une partie de cette somme correspond à **des prêts qui doivent être remboursés** à l'État.
- Une autre rémunère la production d'électricité renouvelable prévue par des contrats signés avec l'État, en contrepartie de **85 millions d'euros d'investissements industriels**.

Ce ne sont pas des cadeaux !

Fibre Excellence rapporte chaque année à la collectivité

En 2024, c'est :

- **310 millions d'euros d'achats** auprès d'entreprises françaises ;
- **24 millions d'euros d'investissements** ;
- **plus de 100 millions d'euros de recettes fiscales et sociales** générées chaque année.

Fibre Excellence crée de la richesse. Elle ne vit pas aux dépens de l'État.

Et si l'entreprise disparaît ?

Ce sera :

- **660 salariés privés d'emploi** ;
- **près de 10 000 emplois indirects menacés** dans la filière bois, les transports et la sous-traitance ;
- **plus de 100 millions d'euros de recettes publiques perdues chaque année** ;
- **35 millions d'euros pour les licenciements et le chômage**
- des coûts de dépollution et de sécurisation des sites qui pourraient être supportés par la collectivité ;
- une nouvelle aggravation du déficit commercial français sur la pâte à papier.
- l'impact indirect sur les économies locales

L'État doit choisir

Soit il laisse disparaître une filière stratégique et assume des conséquences économiques, sociales et budgétaires considérables.

Soit il prend les décisions nécessaires pour permettre la reprise des usines et préserver les emplois, les territoires et un savoir-faire industriel indispensable.

La CGT le dit clairement :

La liquidation coûtera beaucoup plus cher que les mesures demandées aujourd'hui.

Défendre Fibre Excellence, ce n'est pas défendre un actionnaire.

C'est défendre :

- **660 emplois directs ;**
- **près de 10 000 emplois indirects ;**
- **une filière bois française ;**
- **plus de 100 millions d'euros de recettes publiques chaque année ;**
- **notre souveraineté industrielle.**

L'État doit prendre ses responsabilités.

Pas de liquidation !

Oui à la reprise !

Oui à l'industrie, à l'emploi et à l'avenir de nos territoires !